



CONVENTION N° 2104086852

entre

l'Etat, représenté par le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), ci-après dénommée "l'ASN" d'une part,

et

La Collectivité européenne d'Alsace représenté par M. Frédéric BIERRY, Président de la Collectivité européenne d'Alsace, domicilié Hôtel du département – 1 Place du Quartier Blanc – 67964 STRASBOURG Cedex 9, désigné sous le terme « le titulaire », d'autre part, n° SIRET 200 094 332 00018

PREAMBULE

Considérant que l'article L. 125-13 du code de l'environnement dispose que « l'État veille à l'information du public en matière de risques liés aux activités nucléaires (...) et à leur impact sur la santé et la sécurité des personnes ainsi que sur l'environnement » ;

Considérant que l'article L. 125-17 du code de l'environnement dispose que « une commission locale d'information est instituée auprès de tout site comprenant une ou plusieurs installations nucléaires de base définies à l'article L. 593-2. Cette commission est chargée d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations du site. Elle assure une large diffusion des résultats de ses travaux sous une forme accessible au plus grand nombre » ;

Considérant qu'il revient à l'Etat d'apporter les concours financiers à cette commission locale d'information;

Considérant que la commission locale d'information a établi un programme d'action pour les questions d'intérêt commun, prévu à l'article 20 du décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base ;

La présente convention fixe le cadre et les modalités de la collaboration entre les deux parties.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le titulaire s'engage à réaliser, dans le cadre de la commission locale d'information et de surveillance de FESSENHEIM et avec la participation financière de l'Autorité de sûreté nucléaire, les projets d'actions prévus sur l'exercice 2023 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire doit informer l'ASN du commencement d'exécution de son programme ainsi que de son achèvement.

L'ASN contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2023.

ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION

L'ASN contribue financièrement sur l'ensemble de l'exécution de la convention pour un montant de 40 400 € (quarante mille quatre cents euros) conformément au budget prévisionnel en annexe I.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances, du respect par la commission locale d'information des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 et 7 et des décisions de l'administration prises en application des articles 8 et 9 sans préjudice de l'application de l'article 12.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe I.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La mise en paiement du montant dû par l'ASN au titre de l'année considérée sera effectuée en un seul versement à la date de notification de la présente convention.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 181 « prévention des risques », action 9 « Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection » de la mission « Ecologie, développement et aménagement durables » :

- BOP : 0181-CASN ;
- UO : 0181-CASN-ASN1 ;
- Titre 6.

La contribution financière est créditée au compte la Collectivité européenne d'Alsace selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur le compte :

Compte C6830000000 auprès de la Banque de France - code banque 30001 - code agence 00307
- clé RIB 86

L'ordonnateur de la dépense est le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION ANNUELLE :

Des annexes à la présente convention précisent :

- les projets d'action de la commission locale d'information visée à l'article 1^{er} ;
 - le budget prévisionnel global des actions ainsi que les moyens affectés à sa réalisation.
- Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des ressources propres de la commission locale d'information;
- les contributions non financières dont la commission locale d'information dispose pour la réalisation de l'action (s) mentionné(es) à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de personnel...);
 - les modalités de réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

La commission locale d'information s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier signé par le président ou toute personne habilitée conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité, qui précise notamment les conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels l'ASN a apporté son concours dans les conditions prévues à l'article 10.

La commission locale d'information, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

La commission locale d'information informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations (communique les modifications

déclarées au tribunal d'instance pour les associations relevant du code civil local) et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, la commission locale d'information en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la commission locale d'information sans l'accord écrit de l'ASN, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la commission locale d'information et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

L'ASN informe la commission locale d'information de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – CONTROLE DE L'ASN

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'ASN. La commission locale d'information s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

L'ASN contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 10 – EVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels l'ASN a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre d'un rapport d'activité.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'utilité sociale ou l'intérêt général des actions réalisées et, s'il y a lieu, sur les prolongements susceptibles de leur être apportées dans le cadre d'une nouvelle convention.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUELEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6 et aux contrôles prévus à l'article 9 des présentes.

ARTICLE 12 – AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 13 – ANNEXES

L'annexe I fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 – RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Paris.

Fait à Montrouge, le

**Pour le Président de l'Autorité de sûreté
nucléaire, et par délégation**

**Le Président
de la Collectivité européenne d'Alsace**

ANNEXE I

**COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE
COMMISSION LOCALE D'INFORMATION ET DE
SURVEILLANCE (CLIS)
DU CNPE DE FESSENHEIM**

Statut : Commission du Conseil Départemental en Régie

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE COURANTE 2023

DEPENSES, CHARGES D'EXPLOITATION

	Rappel Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Actions	Demande de subvention à l'ASN
COMMUNICATION	10 000	15 467	19 000		
Bulletins simplifiés - autres actions de communication	3 000		3 000		
Site Internet - suivi, mises à jour	1 000	-	1 000	Refonte de la page Internet dédiée à la CLIS	500
Interprétation simultanée, traduction	6 000	15 467	15 000	Frais d'interprétariat pour les 2 réunions publiques et les 2 plénières car CLIS transfrontalière + frais interprétariat pour visite de la commission de démantèlement à PHILIPPSBURG	7 500
ACQUISITION DE MATERIELS	5 000	-	2 000		
COLLOQUES, VISITES, FORMATION	3 000		2 500		
Visites sites	2 000	2 693	2 000	Organisation de différentes visites de la commission de démantèlement en 2023 (centrale nucléaire de PHILIPPSBURG en Allemagne, visites d'installations de stockage et d'entreposage de l'ANDRA)	1 000
Formation des membres de la CLIS	1 000		500		
FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF	8 200	3 096	4 200		
Assemblées Générales	5 000	1 000	1 000	Réservation salles pour réunion	500
ANCCLI : cotisation annuelle	1 000	1 000	1 000		
Déplacements	2 000	1 096	2 000	Frais déplacement de la chargée de mission et des membres de la CLIS lors de certaines manifestations	1 000
Documentation générale	200		200		
RESSOURCES HUMAINES	66 050	68 425	49 000		
Coordination & Secrétariat à 80 %	24 150	24 150	-		
Ingénieure chargée de mission à 50 %	41 900	44 275	44 000	Organisation des réunions (bureau, plénières, publiques, commission de démantèlement), des travaux de la commission de démantèlement, action pendant la journée de la résilience, ...), rédactions différents compte-rendu et synthèse des travaux, participation aux réunions et travaux de l'ANCCLI, séminaires ASN, IRSN, ...	22 000

	Rappel Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023	Actions	Demande de subvention à l'ASN
Diverses participation personnel			5 000	Mise à disposition du personnel de la CeA lors des différentes réunions	2 500
FRAIS de FONCTIONNEMENT GENERAL					5 400
	11 100	10 510	10 800	Demande participation à l'ASN aux différents frais de structure	
Utilisation de locaux administratifs	6 500	6 500	6 500		
Utilisation de matériel bureautique	2 500	2 500	2 500		
Photocopies	600	400	400		
Frais de Téléphone, Internet	1 000	1 000	1 000		
Affranchissements	200	10	100		
Fournitures administratives	300	100	300		
ETUDES et EXPERTISES	31 000	-	29 500		
Etudes & expertises à caractère local *	20 000		18 500		
Participation aux études générales	1 000		1 000		
Honoraires des experts	10 000		10 000		
Total dépenses	134 350	97 498	117 000		40 400

RECETTES, PRODUITS D'EXPLOITATION

	Rappel Budget 2022	Réalisé 2022	Budget 2023
PRODUCTION VENDUE			
Prestations services rendus			
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
Subventions de l'Etat : Part de la taxe	57 200	35 000	57 200
Subventions du Conseil Régional			
Subventions du Département :			
mise à disposition de personnel	66 050	51 988	49 000
frais de fonctionnement général	11 100	10 510	10 800
Subventions des Communautés de Communes			
Subventions des Communes			
Subvention d'équilibre du Département			
AUTRES PRODUITS			
Cotisations Collectivités Publiques			
Cotisations personnes privées			
Produits des dons et mécénats			
Total des recettes & produits	134 350	97 498	117 000